

**Robert Schuman Centre  
for Advanced Studies**

Quand les 'Sans' se mobilisent:  
les Marches européennes contre  
le chômage, la précarité et les exclusions

**DIDIER CHABANET**

**RSC No. 2000/48  
European Forum Series**

# EUI WORKING PAPERS



**EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE**

European University Institute



3 0001 0034 2505 7

## **EUI Working Paper RSC No. 2000/48**

**Chabanet:** *Quand les 'Sans' se mobilisent:  
les Marches européennes contre le chômage,  
la précarité et les exclusions*

The Robert Schuman Centre was set up by the High Council of the EUI in 1993 to carry out disciplinary and interdisciplinary research in the areas of European integration and public policy in Europe. Research publications take the form of Working Papers, Policy Papers and books. Most of the Working Papers and Policy Papers are also available on the website of the Robert Schuman Centre for Advanced Studies: <http://www.iue.it/RSC/PublicationsRSC-Welcome.htm>. In 1999, the Centre merged with the European Forum to become the Robert Schuman Centre for Advanced Studies.



**EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE**

**ROBERT SCHUMAN CENTRE  
FOR ADVANCED STUDIES**

**Quand les 'Sans' se mobilisent:  
les Marches européennes contre le chômage,  
la précarité et les exclusions**

**DIDIER CHABANET**

**EUI Working Paper RSC No. 2000/48**

**BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FI)**

WP  
321.0209  
4 EUR



All rights reserved.

No part of this paper may be reproduced in any form  
without permission of the author.

© 2000 Didier Chabanet  
Printed in Italy in November 2000  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I – 50016 San Domenico (FI)  
Italy

## **Robert Schuman Centre for Advanced Studies**

### **European Forum**

The European Forum was set up by the High Council of the EUI in 1992 with the mission of bringing together at the Institute for a given academic year a group of experts, under the supervision of annual scientific director(s), for researching a specific topic primarily of a comparative and interdisciplinary nature.

This Working Paper has been written in the context of the 1999-2000 European Forum programme on "Between Europe and the Nation State: the Reshaping of Interests, Identities and Political Representation" directed by Professors Stefano Bartolini (EUI, SPS Department), Thomas Risse (EUI, RSC/SPS Joint Chair) and Bo Stråth (EUI, RSC/HEC Joint Chair).

The Forum reflects on the domestic impact of European integration, studying the extent to which *Europeanisation* shapes the adaptation patterns, power redistribution, and shifting loyalties at the national level. The categories of 'interest' and 'identity' are at the core of the programme and a particular emphasis is given to the formation of new social identities, the redefinition of corporate interests, and the domestic changes in the forms of political representation.



## INTRODUCTION<sup>1</sup>

14 juin 1997, Amsterdam. Alors que se déroule le sommet européen, près de 50 000 personnes défilent dans les rues de la ville. Pour la première fois, le mouvement des 'Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions' fait la démonstration de sa capacité de mobilisation. Le retentissement médiatique est important. L'événement est d'autant plus remarquable que les manifestants proviennent d'un très grand nombre de pays de l'UE : durant plus de deux mois, de petits groupes de marcheurs permanents ont, en effet, sillonné l'Europe, faisant étape dans de nombreuses villes, pour finalement converger en direction des Pays-Bas et appeler au rassemblement. Cet épisode n'est pas resté sans suite. Les 3 et 4 juin 1999, cette fois-ci à l'occasion du sommet européen de Cologne, des Marches ont également eu lieu, réunissant environ 30 000 personnes. Sans qu'elles attirent autant d'attention, depuis trois ans, d'autres Marches, de moindre importance, ont été organisées, à partir de - et entre - plusieurs villes de France, d'Allemagne et de Belgique notamment. Dans l'ensemble, les protestations s'articulent autour de la dénonciation de l'aggravation des inégalités sociales, de la nécessité de garantir et d'améliorer les droits des précaires et des chômeurs, avec des revendications plus générales concernant, essentiellement, la réduction de la durée du travail à 35 heures dans l'UE<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Recherche financée par la Commission Européenne et conduite dans le cadre du programme 'Improving the Human Research Potential and the Socio-Economic Knowledge Base' (Contrat HPMF-CT-1999-00051).

<sup>2</sup> Pour notre travail d'enquête, nous avons principalement réalisé des entretiens, pour la plupart semi-directifs, avec une pluralité d'acteurs ayant participé, à un titre ou à un autre, à l'une au moins de ces Marches. Nous avons assisté, en outre, à plusieurs réunions préparatoires. Aussi souvent que possible, nous avons consulté les documents - écrits ou audiovisuels - produits par le mouvement lui-même. De manière moins systématique, nous avons pris en compte des données factuelles disponibles dans la presse, nationale ou étrangère. Des recherches effectuées auprès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), à son siège bruxellois, mais aussi à Helsinki, lors de la tenue de son IXème Congrès, en juillet 1999, ont complété certains aspects de notre analyse. Enfin, nous avons sollicité par téléphone et surtout par Email les connaissances de tous ceux qui, un peu partout en Europe, en qualité de spécialiste et/ou de participant, étaient susceptibles de répondre à des demandes d'informations le plus souvent circonscrites.

Merci à Virginie Viault qui a participé à la réalisation des entretiens. Merci à toutes celles et ceux qui ont accepté de donner un peu de leur temps pour répondre à mes questions. Merci à Richard Balme, Christophe Bouillaud, Olivier Cléach, Roland Erne, Eve Fouilleux, Hanspeter Kriesi, Pierre Lefebure, Philippe Rivaud, Sidney Tarrow, Charles Tilly, Virginie Viault (encore !), Julien Weisbein et aux participants du colloque *Organized Interests in the European Union: Lobbying, Mobilizations and European Public Arena*, pour leurs précieux commentaires.



La mobilisation des chômeurs et de tous ceux qui se trouvent en situation de grande précarité a toujours été considérée comme hautement improbable, le repli sur soi, l'enfermement dans des logiques de survie et d'atomisation qui marquent généralement la condition de ces derniers rendant très incertaine, voire impossible, l'émergence de revendications organisées (Lazarsfeld, Jahoda et Zeisel, 1981 ; Bagguley, 1991). La question de l'action collective de cette population, à supposer qu'elle soit envisagée, est alors renvoyée à des mouvements violents, sporadiques et incontrôlés, qui sont, par exemple, la caractéristique de situations d'émeutes. Pour tous les observateurs, l'intérêt et l'étonnement résident dans le fait que non seulement des chômeurs se mobilisent, mais également et peut-être surtout qu'ils le fassent dans une dimension spatio-politique qui est celle de l'UE, alors même que 'l'eupéanisation des mouvements contestataires', sous ses différentes formes, est un phénomène qui reste globalement limité (Imig et Tarrow, à paraître). Paradoxalement, c'est donc le groupe social que l'on croyait le moins apte à s'organiser collectivement qui témoigne de sa capacité d'initiative et d'innovation, en s'inscrivant dans une tendance à l'eupéanisation de l'action protestataire, qui est certes encore embryonnaire mais dont on voit mal comment, à terme, elle pourrait ne pas se développer<sup>3</sup>.

Si nous voulons comprendre non seulement comment mais aussi pourquoi les Marches européennes sont nées, il faut situer notre analyse dans un cadre interprétatif suffisamment large, qui prenne en compte à la fois des éléments renvoyant à la dynamique interne du mouvement (paradigme de la mobilisation des ressources), y compris dans ses dimensions cognitives (paradigme de la construction des identités) et au contexte socio-politique d'ensemble dans lequel il émerge (paradigme des opportunités politiques). C'est donc dans la combinaison de ces courants théoriques (McAdam, Tarrow and Tilly, 1997 ; Klandermans and Tarrow, 1998) que nous entendons nous positionner, en insistant d'abord sur le troisième aspect. En effet, plus un groupe social est dominé, plus son entrée en action dépend d'«opportunités politiques», dans la mesure où sa capacité à influencer sur celles-ci - définie comme 'the degree to which groups are likely to be able to gain access to power and to manipulate the system' (Lipsky, 1970) - est réduite. Les chômeurs<sup>4</sup> sont incontestablement dans ce cas. Même les règles les plus élémentaires du contrôle démocratique ne paraissent pas leur permettre de faire valoir leurs intérêts. Ainsi, à l'intérieur de

<sup>3</sup> Si l'on suit la logique de Charles Tilly, suggérant que l'action collective se structure toujours, dans sa forme et dans l'espace, en réponse à l'émergence de systèmes politiques correspondants. Cf. *The Time of States*, Center for the Study of Social Change, Working Paper n° 172, New School for Social research, 1993.

<sup>4</sup> Pour ne pas alourdir inutilement le texte, nous écrivons 'chômeurs' pour désigner également, sauf indication spécifique, les précaires et les exclus, ceux-ci étant d'ailleurs souvent des chômeurs de longue durée.



chaque espace national, le jeu des alternances politiques ne s'est traduit, au moins sur les deux dernières décennies, par aucune amélioration significative de leur situation. L'écrasante majorité des pays d'Europe de l'Ouest connaissent, sur cette période, une aggravation du chômage et/ou des inégalités sociales (Crouch, 1999, pp.69-72). Plus encore, l'accélération du processus d'intégration européenne, avec en particulier l'obligation faite aux Etats membres de satisfaire à des 'critères de convergence' en vue de la ratification du traité de Maastricht, amène ces derniers à adopter systématiquement des plans d'austérité, ce qui semble interdire toute politique de plein-emploi (Martin, 2000). Le début des années 1990 est donc marqué, d'une part, par une forte augmentation des taux de chômage, une tendance à la précarisation et à la dualisation du tissu social - sans que des perspectives d'amélioration ne soient raisonnablement envisagées - d'autre part, par l'absence de réponse politique crédible et efficace. Le fait qu'un problème social essentiel, qui constitue la préoccupation majeure de l'opinion publique en Europe, ne trouve pas de traitement politique satisfaisant, fournit un cadre favorable à l'émergence de mouvements contestataires (Cloward and Piven, 1977).

Parallèlement, la persistance et l'ampleur du phénomène, qui touche de plus en plus souvent des couches sociales pendant longtemps relativement épargnées, modifie la perception du chômage. Aux yeux d'un nombre croissant de personnes, il devient clair que c'est fondamentalement le fonctionnement des économies capitalistes libérales qui est en cause. Alors que les systèmes de production et de redistribution caractéristiques des 'pactes fordistes' d'après-guerre (Van Ruyssveldt and Visser, 1996) étaient certes inégalitaires mais bénéficiaient à tous, la réussite financière et économique des uns semble désormais impliquer la paupérisation des autres, ou se faire sans eux<sup>5</sup>. Cette situation se traduit par la montée d'un sentiment de colère et d'injustice, qui est également une condition importante de l'action (Gurr, 1971)

C'est dans ce contexte que l'intervention d'un petit nombre de leaders, ou 'd'entrepreneurs politiques' (Olson, 1978) s'est avérée déterminante dans la naissance des Marches européennes. Kingdon (1984) a su montrer comment un ou plusieurs leader(s) pouvaient susciter une mobilisation protestataire qui tire profit d'une configuration mettant en relation trois dimensions : la réceptivité, plus ou moins latente, d'une opinion publique à un problème social donné ; la médiatisation de ce problème ; la capacité, plus ou moins forte, d'un système politique à répondre à une demande sociale. Ici, l'organisation de Marches européennes convergeant sur le lieu même où se tient le Conseil permet d'interpeller et de faire pression à la fois sur les Etats et sur l'UE, en cherchant -

<sup>5</sup> L'illustration sans doute la plus saisissante étant fournie par ces entreprises, largement bénéficiaires et qui, dans le même temps, licencient.

via la médiatisation de l'événement - à utiliser le soutien de l'opinion publique pour défendre les intérêts des chômeurs.

Dans ce chapitre, nous examinerons, d'abord, les conditions qui ont permis l'émergence d'un mouvement pour le moins inattendu. Nous chercherons à montrer comment un petit nombre de leaders, en dépit du faible soutien des cadres institutionnels de la représentation, parviennent à donner un sens collectif et politique au mécontentement des chômeurs (**I - Les raisons d'une mobilisation difficile et improbable**). Nous verrons, ensuite, que le mouvement a su, à travers la forme 'Marche', se rendre visible auprès des médias et, plus largement, de l'opinion publique, utilisés comme autant de ressources (**II - Le déroulement de la mobilisation**). Nous insisterons, alors, sur la diversité et la complexité des orientations cognitives et stratégiques qui traversent le mouvement et dont l'articulation aboutit à un nouveau mode d'eupéanisation de l'action : 'The externalization of protests' (**III - Une cohésion fragile et problématique**). Dans une partie conclusive, nous tenterons d'identifier certains des effets induits par l'apparition des Marches.

## **I - LES RAISONS D'UNE MOBILISATION DIFFICILE ET IMPROBABLE**

Il est difficile d'imaginer en Europe de l'Ouest un groupe dont les ressources sociales, culturelles et financières, soient aussi faibles. 'Plus les collectivités sont désorganisées et démunies, plus elles ont besoin d'organisations professionnelles et d'entrepreneurs politiques pour porter leurs protestations' (Chazel, 1992, p.301). Or, les cadres institutionnels de la représentation, qu'ils soient syndicaux ou partisans - à l'échelle nationale ou de l'UE - prennent très peu en compte les intérêts des chômeurs et des exclus.

### **LE FAIBLE SOUTIEN DES CADRES INSTITUTIONNELS DE LA REPRESENTATION**

A l'échelle nationale : le mouvement syndical ne joue ce rôle de représentation que de façon extrêmement limitée - même lorsque des personnes sans emploi ont la possibilité d'être adhérents d'organisations syndicales - concentrant l'essentiel de ses efforts sur des enjeux directement liés à la sphère du travail (Richards, 2000). Les partis politiques se font sans doute encore moins le relais des revendications des chômeurs, pour trois raisons principales. D'une part, parce qu'ils restent, le plus souvent, organisés autour d'un clivage globalisant de type droite/gauche, qui s'oppose à l'émergence d'intérêts catégoriels. D'autre part, parce que les populations les plus marginalisées ne constituent pas un électorat suffisamment homogène et captif qui, dans une logique de stratégie de conquête du pouvoir, justifie la défense de leurs intérêts (Martin, 1993). Enfin, parce que dans la plupart des Etats membres de l'UE, la lutte contre le chômage



menée depuis maintenant plus d'une vingtaine d'années par des majorités gouvernementales de sensibilités différentes, soit a globalement échoué, soit dépend largement de la conjoncture économique internationale et/ou d'évolutions démographiques sur lesquelles les forces politiques n'ont guère de prise (Fitoussi, 1999). Dans les deux derniers cas, celles-ci sont plus incitées à se neutraliser qu'à s'affronter sur la question du chômage considérée comme un enjeu politique.

A l'échelle de l'UE : là aussi, la représentation des chômeurs est quasi-inexistante. Ainsi, la CES, principale organisation représentative à ce niveau, privilégie nettement des modes d'interventions peu contestataires, qui visent, avant tout, à pérenniser et à consolider la procédure du Dialogue Social, initiée par Jacques Delors (Gobin, 1996 ; Dølvik, 1997). L'acceptation des règles fondamentales du marché, à condition que celles-ci soient régulées et contrôlées, dont témoignent les orientations qu'elle développe, est difficilement compatible avec la mobilisation de ceux qui, plus ou moins directement, subissent les conséquences d'un système économique concurrentiel. Quant au Parlement européen, à supposer que certains de ses membres ou composantes politiques se fassent l'écho de la cause des chômeurs, son influence, quoi que grandissante, reste encore assez marginale et son rôle représentatif ténu (Delwit, De Waele et Magnette, 1999). Considérée comme une entité politique d'ensemble, 'l'arène européenne' est sélectivement ouverte à la représentation des intérêts (Richardson, 1996). Le processus d'intégration, au moins depuis le traité de Rome, privilégie nettement des objectifs économiques, subordonnant la conduite d'une (hypothétique) politique sociale (Leibfried et Pierson, 1998) à des impératifs de marché, notamment de mobilité de la main d'œuvre et de flexibilité des conditions de travail. Le système décisionnel de l'UE, complexe et opaque, caractérisé par une 'gouvernance à multiples niveaux' (Marks and McAdam, 1996), malgré les 'fenêtres d'opportunité' (Keeler, 1993 ; Tarrow, 1998) qu'il suscite a tendance à favoriser l'influence et les intérêts des milieux patronaux et/ou d'affaires au détriment de ceux des salariés, a fortiori des sans-emploi (Streeck, 1998).

Le fait que les intérêts des chômeurs soient peu pris en charge par les cadres institutionnels de la représentation se retrouve dans la qualification des enjeux dont ils sont l'objet. Si la question du chômage est omniprésente dans les discours, la façon dont le thème est abordé semble, en effet, interdire la possibilité de la constitution d'un groupe organisé politiquement : le chômage, comme détresse sociale et problème économique, est une préoccupation constante, alors que la représentation des chômeurs, en tant que tels, reste un

sujet largement tabou<sup>6</sup>. Généralement, c'est d'ailleurs en terme 'd'emploi' que les débats sont posés. Ainsi, la Commission européenne, les gouvernements nationaux, les partis politiques ou les organisations syndicales ont tous, à un moment ou un autre, élaboré des 'programmes pour l'emploi'. Ce déplacement - du chômage à l'emploi - est lourd de signification. C'est, par là même, la spécificité de la condition des chômeurs qui se trouve subsumée par une dénomination et une approche globalisante. La volonté de ne pas les enfermer dans une situation d'exclusion, mais au contraire de les aider à intégrer le marché du travail, qui justifie souvent cette démarche, va aussi à l'encontre de l'acceptation de la particularité de ce groupe, de ses difficultés, de ses demandes et, finalement, de son existence propre.

## DES RELAIS PERIPHERIQUES

Comment une population à ce point dépourvue de ressources, isolée, socialement et politiquement, a-t-elle pu se mobiliser de la sorte ? Comme le souligne Michael Lipsky à propos des 'mal-logés', 'le problème des sans-pouvoirs dans l'activité protestataire consiste à activer des tiers afin d'entrer dans l'arène explicite ou implicite de négociation dans des conditions favorables' (1970). Dans le cas qui nous concerne, les marches européennes ont été rendues possibles par l'activation de trois principaux réseaux d'acteurs, que l'on peut analytiquement distinguer.

- Un tissu d'associations de chômeurs constitué surtout au niveau local et national, beaucoup moins au niveau européen<sup>7</sup>. La coopération, lente et délicate, de ces acteurs associatifs entre eux doit énormément aux luttes qui ont été menées à l'intérieur des cadres nationaux au cours de ces dernières années. Le cas de la France est à cet égard exemplaire et moteur. Depuis la création, en 1994, d'Agir contre le Chômage (AC !) et le mouvement social de novembre-décembre 1995, des actions de protestation entretiennent le potentiel mobilisateur de ces associations (Demazière et Pignoni, 1998 ; Combesque, 1998). Ces opérations sont essentielles, d'une part parce qu'elles contribuent à la densification des liens associatifs au niveau local, dans une relation de proximité avec les chômeurs, d'autre part parce qu'elles rompent

<sup>6</sup> Martine Aubry l'avait enfreint en 1992, lorsqu'elle était en France Ministre du Travail, essuyant de très sévères critiques pour avoir posé publiquement la question de la nécessité de la création d'un syndicat de chômeurs.

<sup>7</sup> Avec l'European Network of the Unemployed (ENU). 'Réseau international de lutte contre le chômage, la précarité, la flexibilité, les exclusions, d'ampleur européenne et ouvert aux solidarités avec les peuples, les salariés et les chômeurs du monde entier'. Cette petite association, sans grands pouvoirs propres et aux moyens limités, est surtout un vecteur de coordination de l'action.



avec une tradition de charité qui oriente encore souvent l'activité sociale (Salmon, 1998).

- Des acteurs de cette 'société civile européenne' en voie de constitution (Boual, (dir.), 1999), comme en atteste notamment la tendance à l'eupéanisation de l'action collective des associations (Weisbein, 2000). La prise de conscience de l'existence d'un nouvel échelon de pouvoir se traduit par l'émergence d'une multitude de réseaux associatifs qui déploient leurs activités à l'échelle de l'UE et/ou font de l'Europe la cause principale de leur engagement. Extrêmement fluide, éclatée et hétéroclite, cette 'galaxie associative' permet cependant la formation progressive de 'communautés épistémiques' (Hass, 1992) qui concentrent souvent leurs efforts autour de préoccupations sociales et civiques, plus particulièrement sur les thèmes de l'emploi, de l'écologie et de la démocratie européenne. Pour ne citer que deux exemples, concernant les associations les plus actives, le Forum Permanent de la Société Civile, crée en septembre 1995, regroupe aujourd'hui près de 17 000 organisations locales, nationales ou internationales, qui œuvrent dans des domaines aussi variés que l'environnement, la citoyenneté ou l'éducation ; s'occupant globalement des mêmes questions, les Conférences Inter Citoyennes réunissent une trentaine d'associations, souvent influentes, assez nettement marquées à gauche, qui se situent davantage dans un rapport critique aux institutions européennes et aux gouvernements nationaux. Dans tous les cas, ce sont des lieux et des espaces d'échanges, de formation, de réflexion et d'action qui se créent et s'intensifient.
- Des militants issus de cette 'gauche de gauche' qui gagne actuellement en importance dans certains pays d'Europe, en particulier en France (Pingaud, 2000). Des sensibilités venues d'horizons extrêmement divers - universitaires, syndicalistes, membres d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), artistes et/ou personnalités politiques, notamment - s'accordent ainsi, de manière minimale, autour de la contestation du libéralisme économique et de son extension à des secteurs de plus en plus nombreux de l'activité humaine. Il est difficile de donner une image cohérente et homogène de ce qui constitue davantage une nébuleuse, ou une mosaïque, qu'un mouvement aux contours idéologiques et organisationnels clairement identifiés. Pour autant, celle-ci a fait la preuve, sur la période récente, d'un regain d'activité et d'un écho grandissant auprès de l'opinion publique. En France, le score exceptionnellement élevé (5,3% des suffrages) obtenus par LO lors de l'élection présidentielle de 1995, le succès grandissant des syndicats SUD, ou l'audience inhabituelle, dans des sphères excédant de beaucoup les seules enclaves universitaires, d'un Pierre Bourdieu pourfendant les méfaits du libéralisme, sont le signe du renouveau

d'un courant de pensée critique qui pour n'avoir jamais complètement disparu était, depuis l'effondrement du communisme, en considérable perte de vitesse. Un phénomène semblable est repérable, à un degré moindre, en Allemagne autour de Günther Grass, mais aussi en Scandinavie, ou encore en Espagne, ou, sous des formes diverses, le mouvement anarchiste et/ou l'extrême-gauche connaît un léger essor. Beaucoup plus généralement, la 'mondialisation libérale' suscite des oppositions, assez désordonnées, mais suffisamment fortes et/ou publicisées pour, par exemple, perturber les négociations au dernier sommet de l'OMC à Seattle (Marino, 1999).

## LE ROLE DECISIF D'UN NOYAU DUR DE LEADERS

Ces trois catégories ne sont évidemment pas exclusives les unes des autres. Elles sont mêmes parfois indistinctement mêlées. Un petit nombre d'acteurs de 'gauche de gauche' (moins d'une dizaine), relativement jeunes (entre 40 et 55 ans), pluri-activistes - syndicalistes ou l'ayant été, en même temps souvent militants dans des associations de chômeurs<sup>8</sup> - joue ainsi un rôle particulièrement décisif au sein du mouvement des Marches européennes. Ce sont eux qui, dès le printemps 1994, peu après la naissance d'AC ! - dont la plupart sont membres - ont initié et encadré les premières Marches, en France, contre le chômage. Cet épisode est essentiel. L'ampleur de la mobilisation - 30 000 personnes environ - en dépit d'une très faible médiatisation, est en effet le signe de ce que l'épreuve du chômage est de moins en moins perçue comme le résultat d'un échec, d'une défaillance ou d'une incompétence personnelle, renvoyant l'individu à son isolement, mais de plus en plus comme une injustice sociale, imputable au fonctionnement du système économique dans son ensemble et contre laquelle il est possible de lutter. Le mouvement social de décembre 1995 vient confirmer cette analyse, apportant une nouvelle preuve de la capacité de mobilisation des chômeurs, du soutien apparemment indéfectible d'une grande partie de la population (Bérout, Mouriaux et Vakaloulis, 1998) et d'une large contestation à la fois de l'action gouvernementale et des contraintes induites par l'intégration dans l'UE. Alors que les taux de chômage dans les pays d'Europe de l'Ouest croissent d'une manière quasi-généralisée au milieu des années 1990, les leaders des Marches françaises commencent à envisager l'organisation d'une manifestation similaire cette fois-ci à l'échelle de l'UE.

Idéologiquement, ces leaders ont en commun d'incarner un certain renouveau de la critique sociale, ouvertement anti-capitaliste, mais se distanciant nettement de l'expérience du communisme qu'ils dénoncent sans complaisance. Leur socialisation militante est marquée parfois par l'influence d'un

<sup>8</sup> A l'image de Christophe Aguiton. Cofondateur de SUD-PTT, animateur d'AC ! et des Marches européennes, il est également membre de la LCR, du bureau d'ATTAC et, plus généralement, engagé dans le mouvement international contre l'OMC.



catholicisme revendicateur et contestataire - celui, par exemple, de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) - beaucoup plus fréquemment par un long engagement syndical, généralement dans une organisation d'obédience trotskiste, plus rarement et/ou de façon éphémère, par une adhésion au Parti Communiste Français (PCF), ou à la CGT.

L'action qu'ils mènent en faveur de la cause des chômeurs se nourrit d'une réflexion intense sur le discrédit et la désaffection que semblent connaître, dans la majorité des pays européens, les cadres traditionnels de l'engagement et de la participation politique, en particulier sur la tendance à la désyndicalisation, extrêmement forte en France (Duchesne, 1996). L'intérêt qu'ils portent à l'analyse de la recomposition des formes contemporaines de l'action collective (Perrineau, (dir.), 1994), plus précisément à l'émergence de ce qu'il est convenu d'appeler les 'Nouveaux Mouvements Sociaux' (NMS) (Melucci, 1983 ; Dalton, R., and Kuechler, M., (dir.), 1990 ; Chazel, (dir.), 1993 ; Kriesi, H., (dir.), 1995), de même qu'au développement spectaculaire, surtout en France, au milieu des années 1980, de 'coordinations' défiant et concurrençant largement la pratique syndicale (Hassenteufel, 1991 ; Chabanet, 1997) est révélateur d'un souci de tenir compte de l'aspiration à la participation et à l'autonomie, de jugement et d'action, des générations montantes. Dénonçant les logiques d'embrigadement intellectuel, ayant souvent eux-mêmes été en rupture avec la ligne dominante d'une organisation syndicale dont, dans certains cas, ils ont été radiés, ils cherchent, dans la continuité de beaucoup de mobilisation apparues au début des années 1990, notamment en matière de lutte contre l'exclusion (Siméant, 1998 ; Aguiton et Bensaïd, 1997), à promouvoir et à mettre en place 'des formes souples, *flexibles*, faisant appel a (des) *événements* précis définis comme autant de *projets* (...). A ceux qui prêtent la main à ces événements n'est pas demandée une adhésion totale sous tous les rapports mais seulement un accord ponctuel sur la validité de l'action menée. Ces mouvements revendiquent en effet, contre le travail d'homogénéisation idéologique des organisations traditionnelles, dénoncé comme totalitaire, le respect de l'hétérogénéité et de la pluralité des modes et des motifs d'engagement (...). A la question de l'appartenance se substitue celle de l'action en commun qui ne se pose elle-même que de façon circonstancielle, située dans des occasions bien définies' (Boltanski et Chiapello, 1999, p.434).

La capacité de ces leaders à penser stratégiquement le mouvement dans un contexte politique global et à tenter de répondre aux attentes et aux valeurs des personnes mobilisées, de façon plus générale leur savoir-faire militant et, plus prosaïquement, les ressources financières et logistiques qu'ils peuvent trouver

auprès des organisations syndicales et des associations de chômeurs<sup>9</sup> dont ils sont membres font d'eux des acteurs pivots dans l'organisation des Marches.

## II – LE DEROULEMENT DE LA MOBILISATION

La genèse du mouvement peut être restituée comme suit : la Conférence InterGouvernementale (CIG) qui débute à Turin en mars 1996, avec pour objectif de donner un nouvel élan au processus d'intégration européenne en tenant davantage compte de ses dimensions sociales, incite un petit nombre d'associations de chômeurs ainsi que quelques organisations syndicales à vouloir profiter de cette conjoncture pour mettre en place des Marches contre le chômage et l'exclusion, cette fois-ci à l'échelle européenne. En juin de la même année, 'l'Appel de Florence', qui officialise leur décision, est lancé à l'initiative principalement d'AC !, du Mouvement National des Chômeurs et Précaires (MNCP), de Droit Au Logement (DAL) et de l'ENU, avec le soutien d'une partie de la gauche syndicale, notamment la CGT espagnole, la CGIL italienne, des militants de la revue allemande Express (proche du DGB) et diverses autres organisations de moindre importance. Progressivement, les alliances se sont élargies, en direction notamment de la Coordination Paysanne Européenne à laquelle participe la Confédération Paysanne française, des Verts et du Forum Permanent Pour la Société Civile. L'organisation des Marches repose essentiellement sur des structures et/ou des militants français et allemands. La très faible implication des Anglais est à souligner. Deux raisons principales peuvent être invoquées. D'une part, le syndicalisme britannique est en pleine phase de reconstruction, encore considérablement affaibli, surtout au niveau national, par les mesures prises à son égard sous l'ère Thatcher. D'autre part, le Trade Union Congress (TUC), qui a officiellement refusé de participer aux Marches, est largement sous l'influence du parti travailliste, dont les orientations actuelles ne vont guère dans le sens des revendications des chômeurs et des précaires.

Au sein du mouvement, la communication entre personnes qui ne sont pas de même nationalité n'a pas toujours été aisée. La barrière de la langue entraîne certaines lourdeurs, de traduction notamment, mais n'est pas un obstacle insurmontable. Une autre difficulté, plus importante, provient de ce que, durant la phase de préparation, les individus en présence consacrent beaucoup de temps à 'faire connaissance', ne serait-ce que pour avoir un minimum de renseignements sur la situation socio-politique et culturelle des pays voisins. Chaque rencontre permet de poursuivre ce travail de familiarisation. Comme beaucoup de mouvements sociaux contemporains, celui des Marches a su mettre à profit les outils de communication les plus modernes. La création d'un site

<sup>9</sup> Les Marcheurs eux-mêmes apportent également leur contribution pécuniaire, variable et souvent extrêmement modeste (quelques dizaines de francs).



Internet extrêmement bien documenté, utilisable en plusieurs langues est, à cet égard, un élément essentiel à l'échange d'informations, quasiment en temps réel et sans limite géographique.

La dynamique du mouvement a finalement permis de déboucher sur la Marche d'Amsterdam qui reste, à ce jour, l'épisode le plus mobilisateur des chômeurs en Europe. Le défi majeur posé aux organisateurs consiste à la fois à faire exister le groupe pour lui-même à travers la mobilisation et à poser comme un problème politique la situation des chômeurs et des précaires en Europe. Dans un choix de 'répertoire d'action' (Tilly, 1984) assez limité, la Marche permet cette double opération.

## LA FORME MARCHÉ

Ne pouvant exercer l'arme de la grève, ou même seulement en brandir la menace, les chômeurs ont en revanche le temps nécessaire pour participer, éventuellement pendant plusieurs semaines, à ce type bien particulier de mobilisation. Historiquement, la forme Marche a permis à des groupes dominés, ayant un accès extrêmement réduit, voire nul, aux 'lieux de pouvoirs', ou souhaitant les contourner, de se rendre visible (McAdam, 1982 ; Traugott, 1985) : c'est alors l'opinion publique qui est interpellée, dans l'espoir de pouvoir influencer sur les institutions politiques. Les leaders des Marches européennes que nous avons interrogés se réfèrent essentiellement aux Marches du mouvement Beur qui, en France, au début des années 1980, ont marqué la naissance de l'action collective des jeunes issus de l'immigration, en lutte contre certaines discriminations raciales et sociales (Bouamama, 1994). Comme eux, ils cherchent à constituer le groupe en tant que tel. Dans cette perspective, la dimension identitaire du mouvement - indissociable de la forme de la mobilisation - est d'autant plus importante qu'elle est problématique. La Marche fait en effet se rassembler, converger et exposer publiquement, à travers une action dont la durée et la lenteur traduisent bien l'inexorable volonté 'd'affirmation de soi', des personnes qui, bien souvent, ne sont identifiées et ne s'identifient que comme des 'inutiles au monde' (Castel, 1995). La manifestation d'Amsterdam, en tant qu'événement fondateur, marque, à cet égard, un renversement important, au moins symboliquement. Les chômeurs et les précaires (se s')ont fait la preuve de leur capacité à s'organiser collectivement à l'échelle de l'UE. Les films qu'ils ont réalisés durant les deux mois de Marches, largement diffusés à l'intérieur du mouvement mais aussi sur plusieurs chaînes de télévision en France et à l'étranger, sont d'ailleurs une manière de prolonger et de sacraliser une expérience humaine forte, véhiculant énormément d'émotions. Cette inscription dans un espace/temps commun - celui des Marches - est compatible avec le haut degré d'hétérogénéité sociologique et idéologique d'un groupe dont l'unité reste très incertaine. La

'galaxie des Sans' – sans travail, sans domicile fixe, sans papiers ... – qui proteste, affichant, qui plus est, un principe de solidarité avec tous ceux qui, partout dans le monde, auraient à subir des pratiques discriminatoires et/ou seraient les 'laissés pour compte' du développement économique, éprouve beaucoup de difficultés, au-delà d'une logique d'opposition systématique, à formuler des revendications précises et cohérentes, qui soient partagées par une large majorité des acteurs mobilisés. La Marche facilite, au moins pour un temps, ce délicat équilibre entre une identité de groupe relativement floue et éclatée et un programme politique faiblement élaboré : ici, c'est la forme de l'action et l'action pour elle-même, c'est-à-dire l'exposition de soi à soi et pour les autres, qui importe avant tout.

## LES MEDIAS ET L'OPINION PUBLIQUE COMME RESSOURCES

On comprend, dès lors, que la question de la visibilité du mouvement soit essentielle. Capter l'attention des médias et obtenir leur soutien devient primordial (Lagneau et Lefébure, 1999). Plusieurs dispositions témoignent de ce souci. Ainsi, en Allemagne, il a été décidé que la distance journalière parcourue par les Marcheurs serait assez courte et concentrée quasi-exclusivement sur les grandes agglomérations, de sorte que la couverture médiatique soit la meilleure possible. Dans la plupart des pays, des groupes de travail consacrés aux relations avec les médias ont été créés. En France, des chômeurs-marcheurs ont même pu recevoir une formation d'une semaine, intitulée 'cours sur les médias', dispensée par des militants syndicalistes. Comme le souligne Christophe Aguiton, 'sur des thèmes tels que le chômage, nous n'avons pas d'autres solutions que de susciter la sympathie de l'opinion'<sup>10</sup>. La forme Marche, parce qu'elle se donne à voir comme un mode d'intervention pacifique dans un espace public, plus proche en cela d'une logique d'exposition que d'affrontement<sup>11</sup>, peut d'ailleurs être considérée comme un moyen d'atteindre cet objectif. Alors que le mouvement des chômeurs français s'était singularisé et largement fait connaître par des actions délictueuses (occupations de locaux ANPE et ASSEDIC, allant parfois jusqu'à la séquestration de membres du personnel), les organisateurs des Marches européennes, dont beaucoup sont Français, ont au contraire délibérément choisi la voie de la respectabilité. D'après nos entretiens, il s'agit là d'une adaptation, volontaire et stratégique, à la dimension européenne d'une mobilisation qui cherche l'approbation d'opinions publiques nationales aux traditions culturelles parfois extrêmement diversifiées et dont certaines toléreraient sans doute mal que des exactions soient commises. Grâce aux médias, les Marches ont finalement été suivies un peu partout en Europe, où

<sup>10</sup> Extrait d'entretien.

<sup>11</sup> Ce qui, ne serait-ce que sur ce point, la différencie de la plupart des autres manifestations de rue. Cf. Danielle Tartakowski, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998.



s'observent certains effets d'imitation et d'enchaînement. 'Dès l'hiver 1998, les mouvements de chômeurs français et allemands démarraient à quelques semaines d'écart seulement. La télévision et les médias ont joué un rôle important dans ce phénomène de contagion' (Aguiton, 1999, p.86). Ainsi, à plusieurs reprises, en Allemagne, en Autriche ou en Italie, des chômeurs ont-ils défilé au cri de 'on fait comme les Français !'

En insistant sur la forme Marche et l'importance des médias comme éléments construisant et structurant le mouvement, nous voulons suggérer également que la cohérence interne de celui-ci est largement incertaine.

### **III - UNE COHESION FRAGILE ET PROBLEMATIQUE**

Les Marcheurs sont porteurs de valeurs relevant de deux grandes traditions, qu'il est courant d'opposer, voire de réputer incompatibles : celle d'un syndicalisme protestataire, parfois révolutionnaire, d'une part et d'un phénomène culturel beaucoup plus récent, correspondant à la montée du 'postmatérialisme', d'autre part (Inglehart, 1977 ; 1990). L'explication proposée par Inglehart est la suivante : les générations nées après la fin de la seconde guerre mondiale dans les pays d'Europe de l'Ouest ont été durablement socialisées dans des contextes de prospérité économique et de paix. Les besoins de l'existence humaine liés à un état de subsistance étant ainsi globalement satisfaits d'autres attentes davantage articulées autour de l'individu, de son épanouissement et de son autonomie sont alors mises en avant. A partir de cette analyse, l'une des questions essentielles est de savoir si la persistance depuis maintenant plus de vingt ans d'un niveau élevé de chômage au sein de l'UE, de même que l'aggravation des inégalités et, finalement, la paupérisation des couches sociales les plus fragiles - notamment parmi les jeunes - brouille, voire invalide, cette tendance. En d'autres termes, ceux qui sont socialement exclus formulent-ils des demandes postmatérialistes ? L'exemple des chômeurs, des précaires et des militants mobilisés nous permet d'apporter quelques éléments de réponse : non seulement les deux aspirations - 'matérialistes' et 'postmatérialistes' - sont repérables chez des individus différents, mais, dans la grande majorité des cas, elles sont associées et étroitement mêlées chez un même individu. La revendication du droit au travail et à un revenu décent, par exemple, paraît toute aussi déterminante dans l'engagement que de faire valoir son individualité, en particulier de garder la maîtrise du sens de son action.

### **L'ARTICULATION RADICALISME POLITIQUE – LIBERALISME CULTUREL**

Politiquement, le mouvement des Marches se caractérise par la conjonction de deux registres discursifs relativement différenciés : l'un caractéristique de la rhétorique de l'extrême-gauche, dénonçant les mécanismes d'exploitation

inhérents au système capitaliste, distinguant entre des classes antagonistes (celle des prolétaires et des bourgeois) et appelant, souvent de façon incantatoire, à un bouleversement du système économique ; l'autre, plus pragmatique, cherchant à lutter contre le chômage et la précarité en prenant en compte les règles d'une économie de marché, qui existent de fait. Cette deuxième approche vise à la formulation de propositions argumentées, qui font une large place au thème de la réduction du temps de travail. Celle-ci 'constitue de toute évidence la principale réponse à la montée du chômage, pour une raison essentielle : c'est le seul moyen rationnel d'utiliser les progrès de la productivité et de les répartir équitablement entre toutes et tous, d'un pays à l'autre (...). Une telle mesure a l'avantage de ne pas s'opposer à l'efficacité économique (...). L'ordre de grandeur du potentiel en emplois d'une telle mesure a été calibré par les modèles économiques. Il est le suivant : une réduction de 10% du temps de travail permettrait à brève échéance de réduire le chômage de moitié dans l'ensemble des pays européens' (Husson, 1997, pp.20-21). Ces deux tendances - l'une révolutionnaire, l'autre plus réformiste - se déclinent plus qu'elles ne s'opposent. Soucieux de ne pas paraître dogmatique et, en même temps, d'apporter des changements significatifs qui permettent d'enrayer les processus et les logiques d'exclusion, les Marcheurs reprennent parfois à leur compte des propositions émises par des économistes et/ou des financiers - a priori peu enclins à défendre les intérêts des chômeurs et des précaires - mais qui, pour autant, remettent fondamentalement en cause certains des principes du capitalisme libéral. C'est le cas de la revendication consistant à taxer à hauteur de 0,01% l'ensemble des flux financiers spéculatifs, dite 'taxe Tobin', du nom du prix Nobel d'économie américain, approuvée notamment par Georges Soros, portée aujourd'hui par ATTAC et relayée par les Marches européennes, qui proposent que ce prélèvement soit consacré à un rééquilibrage et à une redistribution des richesses. Dans l'ensemble, le mouvement des Marches européennes cherche à crédibiliser son programme, utilisant parfois les arguments produits par ceux qui sont socialement considérés comme les dépositaires de la 'compétence économique', tout en étant ancré, sur le fond, dans un rapport de radicalité (Collectif des Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, 1997).

Ces objectifs politiques sont associés à d'autres attentes beaucoup plus individualisées et personnalisées (Ion et Peroni, 1997), articulées autour de la participation et de l'expression de chacun, à travers le mouvement des Marches. La volonté d' 'autonomie', par laquelle les acteurs sociaux entendent indiquer eux-mêmes la signification de leur démarche, est ainsi farouchement proclamée, en ce sens indissociable de 'l'expérience sociale, notion qui désigne les conduites individuelles et collectives dominées par l'hétérogénéité de leurs principes constitutifs et par l'activité des individus qui doivent construire le sens de leurs pratiques au sein même de cette hétérogénéité' (Dubet, 1994, p.15).



Cette aspiration est, d'ailleurs, souvent opposée au fonctionnement bureaucratique, impersonnel, froid et autoritaire qui caractériserait les organisations partisans et syndicales, voire certaines associations de chômeurs. Cette pluralité des sensibilités et l'articulation de valeurs très différenciées chez un même acteur - empruntant à la fois au 'radicalisme politique' et au 'libéralisme culturel contemporain' (Bell, 1979) - modifie considérablement les repères idéologiques et organisationnels traditionnels. Cela se traduit par une très grande exigence, voire méfiance, vis-à-vis des structures d'encadrement de l'action, la décision de l'engagement semblant être prise au coup par coup. La volatilité qui en découle n'est pas uniquement due à une situation de précarité qui rendrait difficile un investissement stable et prolongé, mais résulte d'une appréciation personnelle, toujours susceptible de remise en cause et, dans certains cas, d'une faible acceptation des contraintes de l'action (Ion, 1997).

## LA TENSION ENTRE DEUX ORIENTATIONS

Deux orientations majeures se dessinent et tendent à s'opposer au sein des Marches. L'une s'inscrit dans une perspective à long terme, qui repose sur une analyse historique de l'évolution des rapports de classes (ou de force) et fait de la constitution d'un mouvement social européen, voire mondial, un impératif. Le raisonnement est le suivant : si le mouvement syndical s'est progressivement constitué à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle à l'intérieur des Etats-nations en réponse à la montée d'un capitalisme industriel essentiellement national, la globalisation des processus économiques - et la création de zones de libre-échange - doit aujourd'hui le conduire à mieux s'organiser à un niveau supranational. Pour beaucoup de leaders des Marches, deux écueils sont à éviter. D'une part, le repli de l'action syndicale sur des sphères nationales qui ne sont plus les lieux exclusifs, ou même simplement dominants, de prise de décision. D'autre part, lutter contre la tendance à l'institutionnalisation d'un syndicalisme européen jugé trop peu contestataire et défendant mal les intérêts de ceux qui sont exposés au jeu du capitalisme international. A travers des mobilisations telles que les Marches, il s'agit donc, pour eux, avant tout, de poser les jalons de futurs mouvements sociaux transnationaux. En ce sens, la dimension strictement revendicative des Marches est considérée comme secondaire. L'action entreprise vise non pas tant à l'obtention immédiate de revendications précises qu'à créer les conditions du développement de luttes notamment à l'échelle de l'UE. Le conflit est envisagé comme un moyen de rendre possible - c'est-à-dire notamment pensable - l'émergence de tels mouvements chez tous ceux qui en Europe sont en voie de marginalisation sociale. Ici, c'est l'augmentation de la 'surface de solidarité' entre ces derniers qui est poursuivie, dans une dimension à la fois structurelle (l'existence de réseaux permettant la mobilisation) et cognitive (que ces acteurs sociaux puissent envisager mentalement de défendre des intérêts en commun). Dans cette perspective, l'une des questions qui se pose

actuellement - et qui est âprement débattue au sein du mouvement - est celle de son ouverture éventuelle. Deux possibilités sont discutées. Certains envisagent la possibilité d'un rapprochement, voire d'une alliance, plus ou moins ponctuelle, avec des partenaires politiques (les Verts et le PCF en particulier), de manière à institutionnaliser davantage le mouvement et à renforcer sa capacité de négociation, mais au risque de lui faire perdre de son autonomie et de sa force mobilisatrice. D'autres, plus nombreux, préfèrent travailler à un élargissement des revendications, autour du thème de la précarité, afin de pouvoir mobiliser plus facilement, au-delà des chômeurs, la partie la plus fragilisée du salariat européen.

Dire cela revient également à souligner que le mouvement des Marches s'inscrit à sa manière, c'est-à-dire sur le mode de la contestation, dans un processus d'intégration européenne. Dans les différents pays, il est rarissime que des Marcheurs se soient opposés à la construction européenne en tant que telle. A notre connaissance, le Danemark est le seul endroit où des organisations ouvertement anti-européennes ont participé aux Marches, célébrant d'ailleurs, le 2 juin 1997 - peu avant le rassemblement d'Amsterdam - le cinquième anniversaire de la victoire du 'non' au Traité de Maastricht (Salmon, 1998, p.217). Opposés à son évolution actuelle, les leaders des Marches sont généralement favorables à la construction d'un système social et politique européen différent, auquel ils tentent de contribuer. La remise en cause des cadres nationaux comme espace de souveraineté, qui en résulterait, est soit admise soit souhaitée. Par conviction politique et notamment par principe de solidarité envers les plus démunis, la question de l'internationalisme et du supranationalisme ne leur fait pas problème. La plupart sont convaincus de la nécessité d'un mode d'organisation social - à mettre en place - qui régulerait à la fois l'action des Etats et des (autres) acteurs économiques internationaux. Loin d'être 'anti-européen', le mouvement des Marches en appelle, au contraire, à 'une autre Europe' et, dans une large mesure, à 'plus d'Europe'. 'Les mouvements sociaux européens peuvent jouer un rôle essentiel en donnant une autre orientation à la construction européenne, s'ils sont capables de coordonner et d'agir pour faire avancer les revendications sociales. Ces mobilisations aideraient à la formation d'une opinion publique européenne, par l'élaboration de revendications communes et le sentiment d'agir ensemble pour construire un espace politique et social à l'échelle du continent. Telle devrait être, à notre sens, la priorité pour les années à venir, des structures syndicales et associatives européennes' (Aguiton, 1999, p.87). Cette analyse est souvent fondée sur l'idée que la construction de l'UE, notamment la représentation et la défense des intérêts qui s'y opère, loin d'être stabilisée, est en devenir, donc susceptible d'être influencée et remise en cause par l'émergence d'actions protestataires. De nombreux participants aux Marches font à ce propos une nette distinction avec la configuration socio-politique dans les espaces nationaux, qui serait marquée



par une institutionnalisation, un ancrage historique et, conséquemment, par une logique de reproduction des intérêts sociaux beaucoup plus forte et solidifiée. Dans le cadre de l'UE, la situation serait relativement plus ouverte, au moins pour deux raisons. D'une part, le constat du déficit démocratique du système politique européen est unanimement admis - en particulier au sein des institutions de l'UE - ce qui crée les conditions d'une écoute, voire d'une attente, à l'égard de toute forme d'action, contestataire ou non, pourvu qu'elle témoigne de l'engagement de citoyens européens. D'autre part, le fonctionnement même de l'UE, caractérisé par un jeu d'influence évolutif entre des institutions aux attributions parfois mal définies, peut permettre à des groupes sociaux qui ont un accès extrêmement faible aux sphères décisionnelles au minimum de se faire entendre, en tirant bénéfice de la concurrence entre des institutions qui cherchent constamment à asseoir leur légitimité (Imig and Tarrow, à paraître). Les chômeurs ont ainsi pu trouver un écho à leurs revendications auprès d'un Parlement soucieux de faire valoir, notamment vis-à-vis du Conseil et de la Commission, sa capacité à jouer un rôle représentatif<sup>12</sup>. C'est dans cette enceinte, également, qu'ils ont l'occasion d'obtenir des informations diverses sur un nombre considérable d'acteurs politiques et syndicaux en Europe. Le Parlement constitue indéniablement, pour eux, l'accès le plus facile et le plus régulier à une institution de l'UE, une délégation des Marchés européennes ayant par ailleurs été reçue par le Ministre allemand de l'Emploi dans le cadre du Conseil européen de Cologne. Finalement, beaucoup de militants syndicaux et associatifs que nous avons rencontrés ont le sentiment que, si le travail de mobilisation est plus difficile à l'échelle européenne qu'à l'échelle nationale, les possibilités de faire évoluer les institutions dans un sens favorable aux intérêts des salariés et des chômeurs y sont, en revanche, bien plus grandes.

L'autre orientation, généralement mise en avant par des responsables d'associations de chômeurs ou des chômeurs eux-mêmes, se situe beaucoup plus dans un rapport d'urgence. Politiquement nettement moins élaborée, elle n'implique pas nécessairement de projet de société particulier, de conception de l'Europe notamment. La visibilité des chômeurs à l'échelle européenne est importante, mais uniquement dans la mesure où elle permet de faire pression sur les institutions nationales et de négocier dans de meilleures conditions, à l'intérieur de chaque système de Welfare State, une amélioration des dispositifs sociaux. L'obtention de gains matériels immédiats (augmentation des minima sociaux, des indemnités de chômage, primes diverses ...) est la motivation essentielle de l'engagement. Ici, l'extension des enjeux et des revendications à

<sup>12</sup> Plusieurs rencontres, débats et réunions de travail ont eu lieu avec des députés européens, pour la plupart regroupés au sein de la Gauche Unie Européenne, l'un d'entre eux prenant l'initiative d'une pétition en faveur du 'Full Employment', signée par plusieurs centaines de parlementaires, syndicalistes, hommes politiques et autres personnalités.

ISTITUTO EUROPEO  
BIBLIOTECA

d'autres groupes que celui des chômeurs n'est non seulement pas recherché mais pas souhaité. Dans cette perspective, le rassemblement au sein des Marches de deux grandes catégories d'exclus - les chômeurs et la 'galaxie des autres précaires' - les premiers étant plus nombreux que les seconds, aboutit à deux types de problèmes. D'une part, il tend à fragmenter, mais aussi à diluer les revendications et donc rend plus difficile la satisfaction de celles du groupe principal, à savoir les chômeurs. D'autre part, ces derniers acceptent souvent mal d'être associés à ceux qui, souvent, sont dans une situation encore plus dramatique et, parfois, présentent des signes 'd'anomie sociale'<sup>13</sup>.

#### UN NOUVEAU MODE D'EUROPEANISATION DE L'ACTION : 'THE EXTERNALIZATION OF PROTESTS'

Ces deux courants s'articulent difficilement - l'expérience montrant que la revalorisation, même minime, des dispositifs sociaux dont relèvent les chômeurs se traduit, à chaque fois, par une baisse très nette et rapide de la mobilisation - mais entretiennent, au moins temporairement, une relation de complémentarité. Bert Klandermans a montré que dans tous mouvements protestataires des acteurs poursuivaient des objectifs et des intérêts différenciés, qui s'inscrivaient dans des temporalités plus ou moins longues. Il distingue notamment entre deux dimensions, qui ne sont pas nécessairement congruentes : 'consensus mobilization (the deliberate attempt by an actor to create consensus among sectors of the populations) ... from consensus formation (the convergence of meaning within social networks) (1988, p.191). Ici, les Marches juxtaposent deux orientations qui - de fait - sont unies dans un même mouvement, mais dans des perspectives assez nettement distinctes : ceux qui espèrent l'émergence d'un mouvement social européen cherchent à élargir les alliances et/ou la mobilisation, de manière à influencer durablement sur une configuration politique d'ensemble. Ils ont évidemment besoin de la participation du plus grand nombre de chômeurs ; ceux qui sont davantage tournés vers la satisfaction de revendications matérielles immédiates ont plus de chances de l'obtenir à l'échelle nationale en bénéficiant de l'importance et de la visibilité d'une action européenne. Le fait qu'il n'y ait pas d'accord à l'intérieur du mouvement sur sa finalité n'empêche pas tous les Marcheuses de tendre vers la même visibilité et, au-delà, vers l'obtention du soutien de l'opinion publique. En l'occurrence, 'consensus mobilization' n'implique pas nécessairement 'consensus formation'. La conjonction de ces deux orientations et la configuration qu'elle suscite fonde l'originalité - et peut-être le caractère unique - des Marches européennes en tant que forme spécifique d'européanisation de l'action collective. Dans une tentative d'élaboration de typologie, Doug Imig et Sidney Tarrow (à paraître)

<sup>13</sup> La 'cohabitation' a pu être tendue au point d'aboutir, durant les deux mois de Marches préparatoires à la manifestation d'Amsterdam, à la mise à l'écart de certaines personnes dont le comportement était jugé incompatible avec une vie de groupe.



distinguent à ce propos trois cas de figure, le dernier étant actuellement de loin le plus fréquent :

- 'Coordinated domestic protests' : protests aimed at national targets but organized simultaneously in various countries ;
- 'Transnational contention' : transnational coalitions of actors target the EU or other supranational or transnational actors in response to EU policies ;
- 'The domestication of conflict' : national actors protest at home against policies of the European Union

Les Marches nous amènent à envisager une quatrième possibilité, celle d'une coalition transnationale qui manifesterait à l'échelle de l'UE, certes pour dénoncer les orientations économiques et sociales qui y sont prises, mais aussi et surtout pour s'opposer à la politique menée par les gouvernements nationaux.

- 'The externalization of protests' : transnational coalition of actors target the EU against policies of the member states.

A peu près exclus de toutes les formes de représentation traditionnelles à l'échelle nationale, les chômeurs et les précaires sont totalement tributaires des systèmes de Welfare State. Lorsqu'ils manifestent massivement à l'occasion de la tenue des sommets européens, beaucoup d'entre eux n'attendent rien - à court terme - des institutions européennes dont leur sort ne dépend pas directement. Ils protestent pour se rendre visibles dans l'espace public européen, de manière à faire pression sur les gouvernements nationaux (ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le Conseil est interpellé), en définitive seuls garants de leur protection sociale. C'est en ce sens que les deux orientations - l'une, à long terme, axée sur la formation d'un mouvement social européen, l'autre, à court terme, cherchant des gains nationaux - s'avèrent compatibles.

## CONCLUSION

Les Marches européennes apparaissent à bien des égards innovantes et paradoxales. Elles témoignent de la capacité de mobilisation d'une catégorie sociale qui, jusqu'à récemment, se caractérisait par son repli et ne s'inscrivait pas dans des logiques d'actions collectives. Des opportunités politiques réduites, mais non nulles, ont été habilement saisies par un petit nombre de leaders-militants pour relayer et orienter le mécontentement des chômeurs dans un mouvement politique qui se veut visible à l'échelle de l'UE. Celui-ci échappe largement aux cadres d'analyse classique, au moins sous trois aspects : 1) Il emprunte à une forme d'action traditionnelle - 'la Marche' - tout en utilisant des moyens de communication internes modernes (Internet) ; 2) Il articule des demandes et des

valeurs qui renvoient à la fois à une critique radicale d'extrême-gauche et au libéralisme culturel contemporain ; 3) Il est traversé par des intérêts et des orientations stratégique-temporelles différenciées, souvent en tension, mais dont l'association est constitutive d'un nouveau mode d'eupéanisation de l'action : 'The externalization of protests'.

Les effets du mouvement sont très difficiles à cerner, d'une part parce qu'ils sont susceptibles de se produire dans le long terme, d'autre part parce qu'ils mettent en jeu - et s'inscrivent dans - des processus qui ne sont pas toujours strictement évaluables. Sur un plan revendicatif, les résultats du mouvement sont faibles. Dans plusieurs pays, les systèmes d'aide et de protection sociale apportés aux chômeurs et aux précaires ont été légèrement revalorisés. On peut évidemment penser que les Marches européennes, en augmentant l'acuité politique du problème et en activant des réseaux de mobilisation nationaux, ont, plus ou moins directement, contribué à rendre possible cette amélioration. D'autres aspects sont à souligner. Ainsi, en quelques années, il s'est constitué à l'échelle européenne une expérience de la mobilisation, inexistante auparavant. C'est une évolution considérable. A l'heure actuelle, des rencontres, des séminaires, des journées de discussion entre individus et/ou organisations, à l'intérieur de chaque pays mais surtout entre pays différents, ont lieu régulièrement, entretenant cet acquis. Plus généralement, les Marches interviennent dans une période marquée, notamment, par l'apparition de conflits (Renault-Vilvorde, mouvement des cheminots, des routiers ...) qui mettent en avant la nécessité de renforcer le dispositif social européen. Leur émergence est un facteur, parmi beaucoup d'autres, qui contribue à orienter le processus d'intégration européenne. Si les avancées sont lentes, parcellaires et notoirement insuffisantes, un contexte socio-politique d'ensemble a cependant permis qu'un chapitre social figure dorénavant, en tant que tel, dans le traité d'Amsterdam.

Les Marches ont également des incidences sur la recomposition du rapport de force entre représentation syndicale et défense des intérêts des chômeurs. C'est - sans surprise - en France et en Allemagne, qu'elles semblent les plus significatives. En France, certaines organisations syndicales, SUD notamment, qui ont soutenu activement les Marches sont incontestablement renforcées, leurs dirigeants devenant parfois des interlocuteurs privilégiés du débat public. A l'inverse, une association comme AC !, très impliquée dans le mouvement, qui était à l'origine sous l'influence dominante de syndicalistes cherchant à unifier la lutte contre le chômage et la précarité dans un mouvement social global, est aujourd'hui davantage orientée vers une action plus sectorielle, menée en direction des chômeurs et des précaires. En Allemagne, pour la première fois, une journée nationale de protestation des associations de chômeurs a eu lieu, le 5 février 1998, réunissant près de 40 000 personnes dans plusieurs dizaines de villes. Dans le pays, les manifestations de chômeurs se multiplient. La



coordination de Bielefeld, qui regroupe une centaine d'associations de chômeurs syndiqués, se montre de plus en plus critique à l'égard du DGB, dont elle dépend mais qui défendrait mal leurs intérêts. En Espagne, quelques changements sont discernables. Ainsi, la CGT, de sensibilité anarchiste, assez présente au sein des Marches, fait, depuis peu, de la lutte contre le chômage et les exclusions l'une de ses principales revendications, gagnant en influence au détriment notamment du CC.OO et de l'UGT, à qui une partie du salariat précarisé reproche leur soutien dans la politique gouvernementale de mutation économique (Smith, 1998).

Ce sont, enfin, les associations de chômeurs qui voient leur rôle renforcé et reconnu comme 'agent du social'. En France, elles ont ainsi obtenu le droit d'être représentées et de négocier au sein des ANPE. Plus généralement, leurs attributions au sein de différents organismes de gestion du chômage ont été étendues. En revanche, toute aspiration à la représentation autonome des chômeurs, dans une dimension plus politique, leur est toujours très clairement refusée.

La question de la pérennité des Marches européennes est ouverte. La fragilité du mouvement est évidente. Trois difficultés principales sont, sans cesse, à surmonter : une relative faiblesse institutionnelle, qui fait que l'organisation des Marches demande de la part d'un nombre restreint de personnes un investissement énorme ; la particularité du groupe social considéré, peu enclin à la mobilisation collective ; la grande dépendance vis-à-vis des médias, dont le degré d'attention détermine largement la viabilité de l'action. Des signes d'essoufflement sont repérables. Les Marches sur Cologne ont ainsi été marquées par une diminution du nombre de chômeurs mobilisés, un déroulement très écourté (une dizaine de jours), une dilution des revendications concernant le chômage et la précarité due à une très grande sensibilité à la conjoncture politique - les protestations contre la guerre au Kosovo devenant de plus en plus nombreuses - et par une couverture journalistique nettement moins importante, sans doute parce que le caractère inédit de la protestation ne jouait - déjà ! - plus (Lagneau et Lefébure, 1999).

L'avenir du mouvement dépendra en partie de sa capacité à évoluer dans sa forme - pour continuer à obtenir la plus grande visibilité possible - et dans la formulation de revendications plus largement fédératrices, étendues à une partie importante du salariat, autour, par exemple, de la question d'un 'revenu minimum européen'. Des propositions allant en ce sens sont aujourd'hui débattues dans certaines des organisations qui participent à la préparation des Marches. La perspective du retour au plein emploi, complètement illusoire au moment du sommet d'Amsterdam et qui est aujourd'hui très sérieusement envisagée - en tout cas par les chefs d'Etats et de gouvernements réunis les 23 et 24 mars 2000 au sommet de Lisbonne - pourrait également avoir des répercussions importantes sur le mouvement. Si cette éventualité se confirmait, deux scénarios très différents

pourraient à terme être envisagés. D'une part, l'affaiblissement, voire le dépérissement, du mouvement, compte tenu de la résorption progressive du chômage et donc, vraisemblablement, de l'acuité du problème auprès de l'opinion publique. D'autre part, un déplacement et un élargissement de la mobilisation en direction de tous ceux - de plus en plus nombreux - qui sont en voie de précarisation économique et sociale.

Didier Chabanet  
Marie Curie Fellow  
European Forum (RSCAS-EUI)  
[didierchabanet@hotmail.com](mailto:didierchabanet@hotmail.com)

## Bibliographie

Aguiton, C. (1999) 'Le réseau des marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions', *Vers une société civile européenne*, Boual, J.C. (dir.), Paris, Editions de l'Aube.

Aguiton, C. et Bensaïd, D. (1997) *Le retour de la question sociale. Le renouveau des mouvements sociaux en France*, Lausanne, Editions Page deux.

Bagguley, P. (1991) *From Protest to Acquiescence ? Political Movements of the Unemployed*, London, Macmillan.

Bell, D. (1979) *Les contradictions culturelles du capitalisme*, Paris, Presses Universitaires de France.

Bérout, S. Mouriaux, R. et Vakaloulis, M. (1998) *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute.

Boltanski, L., et Chiapello, E. (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Boual, J. C. (dir.) (1999) *Vers une société civile européenne*, Paris, Editions de l'Aube.

Bouamama, S. (1994) *Dix ans de marche des Beurs. Chronique d'un mouvement avorté*, Paris, Desclée de Brouwer.

Castel, R. (1995) *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

Chabanet, D. (1997) *Entre intégration culturelle et marginalisation sociale. Emergence et recomposition des logiques de l'action collective*, Thèse de Doctorat, Université Lumière Lyon II.

Chazel, F. (dir.) (1992) 'Mouvements sociaux', *Traité de sociologie*, Boudon, R., (dir.), Paris, Presses Universitaires de France, pp.263-312.

Cloward, R. A. and Piven, F. F. (1977) 'The Unemployed Workers' Movement', *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*, New York, Pantheon Books, pp.41-95.

Collectif des Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions (1997) *Europe, modes d'emploi*, Paris, Syllepse.

Combesque, M. A. (1998) *Ca suffit ! Histoire du mouvement des chômeurs*, Paris, Plon.

Crouch, C. (1999) *Social Change in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press.



Dalton, R., and Kuechler, M. (dir.) (1990) *Challenging the Political Order. New Social and Political Movements in Western Democracies*, Cambridge, Polity Press.

Delwit P., De Waele J. M., et Magnette P. (1999) *A quoi sert le Parlement européen ? Stratégies et pouvoirs d'une assemblée transnationale*, Bruxelles, Complexe, 1999.

Demazière, D., et Pignoni, M. T. (1998) *Chômeurs : du silence à la révolte*, Paris, Hachette.

Dølvik, J. E. (1997) *Redrawing Boundaries of Solidarity ? ETUC, Social Dialogue and the Europeanisation of Trade Unions in the 1990s*, Doctoral Dissertation, ARENA Report, numéro 5.

Dubet, F. (1994) *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.

Duchesne, F. 'Le syndicalisme à venir', *Syndicalisme au futur*, Durand, J. P., (dir.), Paris, Syros, 207-229.

Fitoussi, J.-P. *Le Monde*, 23 septembre 1999, p.1 et 17.

Gobin, C. (1996) *Consultation et concertation sociales à l'échelle de la Communauté économique européenne. Etude des positions et stratégies de la Confédération Européenne des Syndicats (1958-1991)*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université Libre de Bruxelles.

Gurr, T. (1971) *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press.

Haas, P. (1992) 'Introduction : Epistemic communities and international policy co-ordination', *International Organization*, 46 (1), 1-35.

Hassenteufel, P. (1991) 'Pratiques représentatives et construction identitaire : une approche des coordinations', *Revue française de science politique*, volume 41, n° 1, 5-27.

Husson, M. (1997) 'Chômage et précarité en Europe', *Europe, modes d'emploi*, Collectif des Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, Paris, Syllepse, 12-22.

Imig, D., and Tarrow, S. (à paraître) 'Studying Contention in an Emerging Polity', *Contentious Europeans : Politics and Protest in an Composite Polity*, Imig, D., and Tarrow, S., (eds.), Rowman and Littlefield.

Inglehart, R. (1990) *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press.

Inglehart, R. (1977) *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.

Ion, J., et Peroni, M. (dir.) (1997) *Engagement public et exposition de la personne*, Paris, L'Aube.

- Ion, J. (1997) *La fin des militants ?*, Paris, Editions de l'Atelier.
- Keeler, J. (1993) 'Opening the Window for Reform: Mandates, Crises, and Extraordinary Policy Making', *Comparative Political Studies*, volume 25, n° 4, 433-486.
- Kingdon, J. (1984) *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston, Little Brown.
- Klandermans, B. and Tarrow, S. (1988) 'Mobilization into Social Movements : Synthesizing European and American Approaches', *International Social Movement Research. From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures* (volume 1), Klandermans, B., Kriesi, H., and Tarrow, S. (eds.), Greenwich and London, JAI Press Inc., 1-38.
- Klandermans, B. (1988) 'The Formation and Mobilization of Consensus', *International Social Movement Research. From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures* (volume 1), Klandermans, B., Kriesi, H., and Tarrow, S. (eds.), Greenwich and London, JAI Press Inc., 173-196.
- Kriesi, H., (dir.) (1995) *The Politics of New Social Movements in Western Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Lagneau, E., Lefébure, P., *Les mobilisations protestataires comme interaction entre acteurs sociaux et journalistes*, Association française de Science Politique, VIe Congrès - Rennes (28 septembre - 1er octobre 1999).
- Lazarsfeld, P., Jahoda, M., et Zeisel, H. (1981) *Les chômeurs de Marienthal*, Paris, Editions de Minuit.
- Leibfried, S., et Pierson, P. (dir.) (1998) *Politiques sociales européennes. Entre intégration et fragmentation*, Paris, L'Harmattan.
- Lipsky, M. (1970) *Protest in City Politics. Rent strikes, Housing and the Power of the Poor*, Chicago, Rand Mac Nally and Company.
- Marino, C., 'La victoire de Seattle', *Le Monde*, 4 décembre 1999.
- MARKS, G., and MCADAM, D. (1996) "Social Movements and the Changing Structure of Political Opportunity in Europe", in MARKS, G., SCHARF, F., SCHMITTER, P., and STREECK, W., *Governance in the European Union*, London, Sage.
- Martin, A. (2000) 'Social Pacts, Unemployment and EMU Macroeconomic Policy', Center for European Studies, Harvard University.
- Martin, V. (1993) *Les comportements politiques des chômeurs*, Paris, IEP, Mémoire de DEA.
- McAdam, D. (1982) *Political Process and the Development of Black Insurgency. 1930-1970*, Oxford, Oxford University Press.



McAdam, D., Tarrow, S., and Tilly, C. (1997) 'Toward an Integrated Perspective on Social Movements and Revolution', *Comparative Politics. Rationality, Culture and Structure*, Lichbach, M. I. and Zuckerman, A. S. (eds.), Cambridge, Cambridge University Press, 142-173.

Melucci, A. (1983) 'Mouvements sociaux, mouvements postpolitiques', *Revue internationale d'action communautaire*, 10.

Olson, M. (1978) *La logique de l'action collective*, Paris, Presses Universitaires de France.

Paugam, S. (dir.) (1996) *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Paugam, S. (1998) 'La révolte des chômeurs : un mouvement sans précédent', *Magazine Littéraire*, numéro 365, 73-76.

Perrineau, P. (dir.) (1994) *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Science Po.

Pingaud, D. (2000) *La gauche de la gauche*, Paris, Seuil.

Richards, A. (2000) 'Trade Unionism and the Unemployed in the European Union', *Action collective, représentation des intérêts et espace public en Europe*, Chabanet, D. (dir.), La lettre de la Maison française d'Oxford.

Richardson, J. (1996) 'Policy-making in the EU : Interests, ideas and garbage cans of primeval soup', *European Union. Power and Policy-Making*, Richardson, J. (eds), London and New York, Routledge.

Salmon, J. M. (1998) *Le désir de société. Des restaurants du coeur au mouvement des chômeurs*, Paris, La Découverte.

Siméant, J. (1998) *La cause des Sans-Papiers*, Paris, Presses de Science Po.

Smith, R. (1998) *The Left's dirty job : The Politics of Industrial Restructuring in France and Spain*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press and Toronto.

Streeck, W. (1998) 'De la construction du marché à la construction étatique : réflexions sur l'économie politique de la politique sociale européenne', *Politiques sociales européennes. Entre intégration et fragmentation*, Leibfried S. et Pierson P. (eds.), Paris, L'Harmattan, 339-387.

Tarrow, S. (1998) *Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics* (Second Edition), Cambridge, Cambridge University Press.

Tartakowski, D. (1998) *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier.

Tilly, C. (1984) 'Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne', *Vingtième siècle*, 4, 89-108.

Tilly, C. (1993) *The Time of States*, Center for the Study of Social Change, Working Paper n° 172, New School for Social research.

Traugott, M. (1985) *Armies of the Poor. Determinants of Working-Class Participation in the Parisian Insurrection of June 1848*, Princeton, Princeton University Press.

Van Ruysseveldt, J., and Visser, J. (1996) *Industrial Relations in Europe : Traditions and Transitions*, London, Sage.

Weisbein, J. (2000) 'Construire la citoyenneté européenne ? Les contributions associatives à l'Europe politique', *Action collective, représentation des intérêts et espace public en Europe*, Chabanet, D. (dir.), La lettre de la Maison française d'Oxford.

## Liste des sigles

AC ! : Agir ensemble contre le Chômage

ALVD : Arbeits-lösenverband deutschland

ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi

ASSEDIC : ASSociation pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce

ATTAC : Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

CC.OO : Comisiones Obreras

CES : Confédération Européenne des Syndicats

CGIL : Confederazione Generale Italiana del Lavoro

CGT : Confédération Générale du Travail

CIG : Conférence InterGouvernementale

DAL : Droit Au Logement

DGB : DeutscherGewerkschaftsBund

ENU : European Network of the Unemployed

LCR : Ligue Communiste Révolutionnaire

LO : Lutte Ouvrière

MNCP : Mouvement National des Chômeurs et de Précaires

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation Non Gouvernementale

SUD : Solidaires, Unitaires et Démocratiques

SUD-PTT :

TUC : Trade Union Congress

UE : Union Européenne

UGT : Unión General de Trabajadores







# EUI WORKING PAPERS

EUI Working Papers are published and distributed by the  
European University Institute, Florence

Copies can be obtained free of charge  
- depending on the availability of stocks - from:

The Publications Officer  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI)  
Italy

**Please use order form overleaf**



## Publications of the European University Institute

To The Publications Officer  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI) - Italy  
Fax: +39-055-4685 636  
e-mail: [publish@datacomm.iue.it](mailto:publish@datacomm.iue.it)  
<http://www.iue.it>

From Name .....

Address .....

.....

.....

.....

.....

- ☐ Please send me a complete list of EUI Working Papers  
☐ Please send me a complete list of EUI book publications  
☐ Please send me the EUI brochure Academic Year 2001/2002

Please send me the following EUI Working Paper(s):

Dept, n°, author .....

Title: .....

Dept, n°, author .....

Title: .....

Dept, n°, author .....

Title: .....

Dept, n°, author .....

Title: .....

Date .....

Signature .....



**Working Papers of the  
Robert Schuman Centre for Advanced Studies**

**Published since 1999**

**RSC No. 99/1**

Giorgia GIOVANNETTI  
EMU and the Mediterranean Area

**RSC No. 99/2**

Carol HARLOW  
Citizen Access to Political Power in the  
European Union

**RSC No. 99/3**

Francesca BIGNAMI  
Accountability and Interest Group  
Participation in Comitology

**RSC No. 99/4**

Mette ZØLNER  
Re-Imagining the Nation

**RSC No. 99/5**

Walter MATTLI  
Fora of International Commercial Dispute  
Resolution for Private Parties

**RSC No. 99/6**

Christoph U. SCHMID  
Ways Out of the Maquis Communautaire –  
On Simplification and Consolidation and the  
Need for a Restatement of European Primary  
Law

**RSC No. 99/7**

Salvatore PITRUZZELLO  
Political Business Cycles and Independent  
Central Banks. German Governments and  
the Bundesbank (1960-1989)

**RSC No. 99/8**

Veronika TACKE  
Organisational Constructions of the BSE  
Problem. A Systems Theoretical Case Study  
on the Globalisation of Risk

**RSC No. 99/9**

Robert SPRINGBORG  
Political Structural Adjustment in Egypt: A  
Precondition for Rapid Economic Growth?

**RSC No. 99/10**

Rebecca Jean EMIGH/Eva FODOR/Iván  
SZELENYI  
The Racialization and Feminization of  
Poverty During the Market Transition in the  
Central and Southern Europe

**RSC 99/11**

John GOULD  
Winners, Losers and the Institutional Effects  
of Privatization in the Czech and Slovak  
Republics

**RSC 99/12**

Heather GRABBE  
A Partnership for Accession? The  
Implications of EU Conditionality for the  
Central and East European Applicants

**RSC 99/13**

Tibor PAPP  
Who is In, Who is Out? Citizenship,  
Nationhood, Democracy, and European  
Integration in the Czech Republic and  
Slovakia

**RSC 99/14**

Karin FIERKE/Antje WIENER  
Constructing Institutional Interests: EU and  
NATO Enlargement

**RSC 99/15**

Jarko FIDRMUC  
The Political Economy of Restructuring of  
East-West Trade: Economic Winners and  
Losers in the CEECs and EU

**RSC 99/16**

Tanja A. BÖRZEL  
Why there is No Southern Problem. On  
Environmental Leaders and Laggards in the  
European Union

**RSC 99/17**

Markus HAVERLAND  
National Adaptation to European Integration:  
The Importance of Institutional Veto Points

**RSC 99/18**

Sabrina TESOKA

The Differential Impact of Judicial Politics in the Field of Gender Equality. Three National Cases under Scrutiny

**RSC 99/19**

Martin MARCUSSEN

The Power of EMU-Ideas: Reforming Central Banks in Great Britain, France, and Sweden

**RSC 99/20**

Yannis PAPADOPOULOS

Gouvernance, coordination et légitimité dans les politiques publiques

**RSC 99/21**

Anne BAZIN

Germany and the Enlargement of the European Union to the Czech Republic

**RSC 99/22**

Mark THATCHER

The Europeanisation of Regulation. The Case of Telecommunications

**RSC 99/23**

Daniel C. THOMAS

Boomerangs and Superpowers: The "Helsinki Network" and Human Rights in U.S. Foreign Policy

**RSC 99/24**

Giuseppe BERTOLA

Labor Markets in the European Union

**RSC 99/25**

Grigori V. GOLOSOV/Edward PONARIN

Regional Bases of Party Politics: A Measure and Its Implications for the Study of Party System Consolidation in New Democracies

**RSC 99/26**

Fritz BREUSS/Andrea WEBER

Economic Policy Coordination in the EMU: Implications for the Stability and Growth Pact?

**RSC 99/27**

Thomas MAYER

The ECB's Policy: The View from the Market

**RSC 99/28**

Arnold J. HEIDENHEIMER

Political Parties and Political Corruption in Comparative Historical Perspective

**RSC 99/29**

Luís Manuel MACEDO PINTO DE SOUSA

Corruption and Parties in Portugal

**RSC 99/30**

Jean CARTIER-BRESSON

Corruption et partis politiques en France sous la V<sup>e</sup> République: une première réflexion sur la relation entre les financements occultes et l'enrichissement

**RSC 99/31**

Giovanna ZINCONI

Citizenship: Between State and Society

**RSC 99/32**

Adrian FAVELL/Andrew GEDDES

European Integration, Immigration and the Nation State: Institutionalising Transnational Political Action?

**RSC 99/33**

Jonathan ZEITLIN

Americanization and Its Limits: Reworking US Technology and Management in Postwar Europe and Japan

**RSC 99/34**

Gerda FALKNER

Interest Groups in a Multi-level Polity: The Impact of European Integration on National Systems

**RSC 99/35**

David R. CAMERON

Unemployment in the New Europe: The Contours of the Problem

\* \* \*

**RSC 2000/1**

Gunnar TRUMBULL

Contested Ideas of the Consumer: National Strategies of Product Market Regulation in France and Germany

**RSC 2000/2**

Jacques MÉLITZ/Frédéric ZUMER

Interregional and International Risk Sharing and Lessons for EMU

**RSC 2000/3**

David D. LAITIN

Culture and National Identity: "The East" and European Integration



**RSC 2000/4**

Bruno DE WITTE  
Politics Versus Law in the EU's Approach  
to Ethnic Minorities

**RSC 2000/5**

Imco BROUWER  
US Civil-Society Assistance to the Arab  
World - The Cases of Egypt and Palestine

**RSC 2000/6**

Rainer EISING/Nicolas JABKO  
Moving Targets: Institutional Embeddedness  
and Domestic Politics in the Liberalization of  
EU Electricity Markets

**RSC 2000/7**

Sandra LAVENEX  
Security Threat or Human Right?  
Conflicting Frames in the Eastern  
Enlargement of the EU Asylum and  
Immigration Policies

**RSC 2000/8**

Malcolm ANDERSON  
Border Regimes and Security in an Enlarged  
European Community: Implications of the  
Entry into Force of the Amsterdam Treaty

**RSC 2000/9**

Eberhard BORT  
Illegal Migration and Cross-Border Crime:  
Challenges at the Eastern Frontier of the  
European Union

**RSC 2000/10**

Peter BUGGE  
Czech Perceptions of the Perspective of EU  
Membership: Havel vs. Klaus

**RSC 2000/11**

George W. BRESLAUER  
Russia, the Baltic States, and East-West  
Relations in Europe

**RSC 2000/12**

Rachel A. CICHOWSKI  
Choosing Democracy: Citizen Attitudes and  
the Eastern Enlargement of the European  
Union

**RSC 2000/13**

Romain GARBAYE  
Ethnic Minorities, Cities, and Institutions: A  
Comparison of the Modes of Management of  
Ethnic Diversity of a French and a British  
City

**RSC 2000/14**

Nils BJÖRKSTEN/Miika SYRJÄNEN  
How Problematic are Internal Euro Area  
Differences?

**RSC 2000/15**

Fiona ROSS  
Framing Welfare Reform in Affluent  
Societies: Rendering Retrenchment More  
Palatable?

**RSC 2000/16**

Antoin E. MURPHY  
The 'Celtic Tiger' - An Analysis of Ireland's  
Economic Growth Performance

**RSC 2000/17**

Claus D. EHLERMANN  
The Modernization of EC Antitrust Policy -  
A Legal and Cultural Revolution

**RSC 2000/18**

Stefano ALLIEVI  
Nouveaux protagonistes de l'islam européen  
- Naissance d'une culture euro-islamique?  
Le rôle des convertis

**RSC 2000/19**

Ewa MORAWSKA  
Transnational Migrations in the Enlarged  
European Union: A Perspective from East  
Central Europe

**RSC 2000/20**

Lykke FRIIS/Anna MURPHY  
Negotiating in a Time of Crisis: The EU's  
Response to the Military Conflict in Kosovo

**RSC 2000/21**

Sevket PAMUK  
Turkey's Response to the Great Depression  
in Comparative Perspective, 1929-1939

**RSC 2000/22**

Martin VAN BRUINESSEN  
Transnational Aspects of the Kurdish  
Question

**RSC 2000/23**

Stephen CLARKSON  
"Apples and Oranges". Prospects for the  
Comparative Analysis of the EU and  
NAFTA as Continental Systems

**RSC 2000/24**

Umit CIZRE  
Politics and Military in Turkey into the 21st  
Century

**RSC 2000/25**

Michelle CINI  
Organizational Culture and Reform: The  
Case of the European Commission under  
Jacques Santer

**RSC 2000/26**

Rainer EISING  
Bounded Rationality and Policy Learning in  
EU Negotiations: The Liberalization of the  
Electricity Supply Industry

**RSC 2000/27**

Carsten DETKEN/Philipp HARTMANN  
The Euro and International Capital Markets

**RSC 2000/28 - Michael J. ARTIS/**

Marco BUTI  
"Close to Balance or in Surplus" - A Policy  
Maker's Guide to the Implementation of the  
Stability and Growth Pact

**RSC 2000/29**

Daniel VAUGHAN-WHITEHEAD  
Economic and Social Gaps, New Hidden  
Borders in the Enlarged Europe?

**RSC 2000/30**

Christopher HILL  
The Geo-political Implications of  
Enlargement

**RSC 2000/31**

Lieven DE WINTER  
Political Corruption in the Belgian  
Partitocracy: (Still) a Endemic Disease?

**RSC 2000/32**

Andrew MARTIN  
Social Pacts, Unemployment, and EMU  
Macroeconomic Policy

**RSC 2000/33**

Massimo MOTTA  
Economic Analysis and EC Merger Policy

**RSC 2000/34**

Lars-Erik CEDERMAN  
Nationalism and Bounded Integration: What  
It Would Take to Construct a European  
Demos

**RSC 2000/35**

Michelle CINI  
From Soft Law to Hard Law?: Discretion  
and Rule-making in the Commission's State  
Aid Regime

**RSC 2000/36 - Ronald L. JEPPEPERSON**

Institutional Logics: On the Constitutive  
Dimensions of the Modern Nation-State  
Polities

**RSC 2000/37**

Michael FUNKE  
Macroeconomic Shocks in Euroland Vs. the  
UK: Supply, Demand, or Nominal?

**RSC 2000/38**

Michael J. ARTIS/Michael EHRMANN  
The Exchange Rate - A Shock-Absorber or  
Source of Shocks? A Study of Four Open  
Economies

**RSC 2000/39**

Catherine PERRON  
Views of Czech Local Politicians on  
European Integration

**RSC 2000/40**

Jekaterina DORODNOVA  
EU Concerns in Estonia and Latvia:  
Implications of Enlargement for Russia's  
Behaviour Towards the Russian-speaking  
Minorities

**RSC 2000/41**

Ramunas VILPISAUSKAS  
Regional Integration in Europe: Analyzing  
Intra-Baltic Economic Cooperation in the  
Context of European Integration

**RSC 2000/42**

Susan SENIOR NELLO  
The Role of Agricultural Cooperatives in the  
European Union: A Strategy for Cypriot  
Accession?

**RSC 2000/43**

Michael KEATING  
Rethinking the Region. Culture, Institutions  
and Economic Development in Catalonia and  
Galicia

**RSC 2000/44**

Sidney TARROW  
Transnational Contention

**RSC 2000/45**

Dietrich JUNG  
State Formation and War: The Case of  
Palestine

**RSC 2000/46**

Jens STEFFEK

The Power of Rational Discourse and the  
Legitimacy of International Governance

**RSC 2000/47**

Kris DESCHOUWER

The European Multi-Level Party Systems:  
Towards a Framework for Analysis

**RSC 2000/48**

Didier CHABANET

Quand les 'Sans' se mobilisent: les Marches  
européennes contre le chômage, la précarité  
et les exclusions













